

Pour le Capital et son État, c'est toujours : Travail, consommation et obéissance !

En pleine crise sanitaire :

l'État poursuit la destruction de l'hôpital public !

Les services médicaux et notamment les services d'urgences font entendre le manque de moyens humains et financiers depuis des dizaines d'années. Pourtant les restrictions budgétaires imposées par les gouvernements et l'économie se sont aggravées. Héritier et coupable de cette situation, ce gouvernement tente de faire passer le confinement comme la preuve de leur intérêt pour la défense de nos vies.

Mais n'oublions pas, sept mois se sont écoulés depuis le 16 mars. Sept mois à anticiper une seconde vague, et aucune politique de santé d'envergure n'a été proposée. Et pourquoi ? L'augmentation perpétuelle des revenus du capital et la précarisation de l'emploi, voilà le résultat de la *logique* qui sous-tend le discours de l'État et la crise ne fait qu'accentuer cet acharnement idéologique. En même temps, les projets de suppressions de lits continuent : 230 lits en moins à Marseille, 200 à Nice... (cf. carte de France, Bastamag).

Embauche massive dans la santé ! Des lits, des bras et des moyens exceptionnels immédiats !

100 milliards d'euros pour les entreprises et toujours aucun plan sanitaire d'urgence ! Jean Castex a annoncé un plan de relance de 100 milliards d'euros. Ce plan ne prévoit aucune conditionnalité, mais, comme à son habitude, le pouvoir espère que les entreprises à qui il demande « de jouer le jeu » sauront donner des « contreparties ». Des « contreparties » que des secteurs comme l'aéronautique ont su donner par des plans massifs de licenciement, cyniquement appelés « plans sociaux ».

Un seul but : satisfaire la santé financière du patronat, en réduisant nos droits sociaux

La ministre du Travail a suspendu de ses fonctions le 15 avril un inspecteur du travail. Sa faute ? Avoir osé envisager d'engager une procédure à l'encontre d'une entreprise afin de faire respecter les conditions sanitaires. Enfermé dans sa logique le ministère du Travail déclare la guerre... à l'Inspection du travail. Une guerre faite à l'ensemble du monde du travail en réduisant l'Inspection du travail à un organisme « croupion » chargé de veiller aux intérêts du patronat.

Complot ou opportunisme ?

Imaginer que la pandémie est le fruit d'un complot serait créditer les instances dirigeantes d'une capacité d'anticipation et de

planification qu'elles n'ont pas. Mais attention ! L'incohérence et l'absurdité des différentes mesures aboutissent à notre désorientation, à notre démoralisation, à notre affaiblissement. Nous devons sans cesse montrer la désinformation et démontrer les contre-vérités.

Les problèmes sanitaires et sociaux ne sont pas résolus, mais utilisés pour faire passer des mesures contre les travailleurs et les travailleuses : des ordonnances apparaissent pour attaquer nos droits sur la durée du travail, les congés et jours fériés. Le projet d'attaque contre les retraites est relancé, la destruction de l'hôpital public se poursuit.

Le message est clair : c'est aux travailleuses et travailleurs de payer les conséquences sociales de la crise sanitaire. Nous devons lutter pour inverser la tendance.

Notre réponse

Seul un rapport de force nous permettra de faire valoir nos droits à la vie ! La vie biologique, mais aussi la vie sociale, la vie affective, la vie culturelle, la vie qui nous permet d'être des humains avant d'être des travailleuses et travailleurs ou serviteurs. L'État nous impose l'enfermement à domicile en ne préservant que la seule activité « travail », une liberté conditionnelle.

Face à cette situation,

une seule réaction possible pour imposer nos droits : nous organiser pour préparer une grève générale

Une grève générale pour imposer de vrais investissements pour les hôpitaux, la mise en place de moyens pour assurer une convivialité avec des risques minimisés par l'adaptation des structures de vie (bars, restaurants, sport), pour assurer le développement de la culture dans des conditions sanitaires adaptées (aménagement structurel des salles de concert, lieux de production et moyens complémentaires pour l'éducation). Certes il nous faudra sans doute trouver les conditions nécessaires à une distanciation physique adéquate. Mais en aucun cas celle-ci ne doit entraîner une distanciation sociale. La distanciation sociale, c'est la mort d'une société. Il nous faut réapprendre à nous côtoyer avec plaisir et sans risque.

La pandémie nous rappelle que nous devons compter sur nos propres forces. Et il y a urgence à ne pas s'abandonner au défaitisme ou à la résignation si nous ne voulons pas avoir, comme seules échappatoires à notre mal-être ou notre rage, son expression limitée à la frappe d'un clavier et au chemin des urnes.

Préparons la contre-attaque en prenant nos affaires en main !

Organisons-nous dans nos luttes pour occuper l'espace public !

Donnons-nous les moyens pour une grève générale reconductible !



UL-SAM-CNT Union Locale des Syndicats Autogestionnaires de Marseille • C/o Mille bâbords • 61 rue Consolat 13001 Marseille • Permanences le 1^{er} mardi du mois de 17h30 à 19h et le 3^e mardi du mois de 12h à 14h • ulcnt13@cnt-f.org • 07 68 48 57 08